

La nouvelle gauche en Suisse romande, des années 60 au milieu des années 80 : un essai de mise en perspective

Autor(en): **Pavillon, Olivier**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier**

Band (Jahr): **21 (2005)**

PDF erstellt am: **16.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-520231>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

**LA NOUVELLE GAUCHE EN SUISSE ROMANDE,
DES ANNÉES 60 AU MILIEU DES ANNÉES 80 :
UN ESSAI DE MISE EN PERSPECTIVE**
OLIVIER PAVILLON

Le propos de cet essai¹ est autant de transmettre mon témoignage d'acteur de cette période que de tenter de donner quelques grands axes explicatifs permettant de situer les événements décrits dans le contexte socio-économico-politique des années 60 à 80 en Suisse, période marquée par une série de ruptures et de remises en question, par une agitation sociale nouvelle et par le début d'une profonde modification du cadre de vie et même de certains cadres institutionnels régissant notre devenir collectif.

Si le dernier chapitre de la *Nouvelle Histoire de la Suisse et des Suisses* dû à Peter Gilg et Peter Halblützel (2^e édition revue et augmentée, Lausanne, Payot, 1986) propose une esquisse de l'histoire de cette période récente, il n'en reste pas moins qu'il s'agit encore largement d'un terrain peu défriché par les historiens. Je n'ai pas la prétention de me lancer dans cette tâche de pionnier ! Tout au plus, fort de mon expérience et de mes souvenirs d'acteur de cette période, je peux tenter – avec le recul que creusent les années – de proposer une mise en perspective que d'autres, plus compétents, sauront affiner ou modifier².

1945 -1980 : lumières sur la ville...

Comme le souligne Françoise Fornerod dans son étude *Lausanne, le temps des audaces* (Lausanne, Payot, 1993), l'immédiat après-guerre est une période où l'on aspire au renouveau. À Lausanne, dit-elle en substance, c'est l'ère des éveilleurs qui secouent les esprits et « apportent la lumière sur la ville ». Mais cette effervescence se produit dans un cadre qui, malgré la coupure de la guerre, date des années 30. Mécanismes économiques, références intellectuelles, habitudes

1. À la base de cet article, une conférence prononcée en mars 1995 pour l'Université populaire de Lausanne.

2. Cofondateur avec d'autres de la Ligue marxiste révolutionnaire (LMR), j'en fus « permanent » pendant près de dix ans. Cet essai s'inspire donc de cette expérience et l'on comprendra que la LMR y soit plus souvent citée que d'autres groupements. Mon point de vue est donc partiel et partiel et je ne prétends pas à l'exhaustivité.

sociales sont encore fortement empreints de l'esprit d'avant-guerre. Bien vite cependant, les coutures du vieil habit craquent et, à mesurer les ravages de la guerre mondiale, une aspiration se fait jour de manière diffuse : plus rien ne doit être comme avant ! Plus jamais ça !

Certains cadres s'écroulent, en effet. La fin des empires coloniaux anglais, français, portugais et hollandais induit une gigantesque redistribution des cartes où les Etats-Unis et l'URSS, puis la Chine jouent un rôle nouveau. Les rapports de domination prennent un autre tour, mais ne disparaissent pas pour autant, la domination économique devenant prépondérante, créant des liens de dépendance à sens unique entre nations riches et nations pauvres. Ces dernières ont les plus grandes peines à trouver leur équilibre : c'est l'ère des coups d'État et des dictatures militaires.

La reconstruction économique et politique de l'Europe donne une importance de premier plan aux Etats-Unis, en même temps qu'elle prépare l'énorme croissance des échanges internationaux de biens, de capitaux, de forces de travail et de savoir. L'apparition de deux super-puissances politiques, économiques et militaires – les Etats-Unis et l'URSS – ouvre la voie à un nouvel antagonisme, celui de la guerre froide marquée par l'équilibre de la terreur nucléaire (la première bombe atomique soviétique explose à titre d'essai en 1949). Mais avant d'atteindre cet équilibre de la terreur, la guerre froide a dégénéré, entre 1950 et 1953, en un vaste conflit régional, la guerre de Corée où périrent près de 2 millions d'hommes et qui impliqua les Etats-Unis et leurs alliés contre la Chine et la Corée du Nord.

Durant toute cette période, on reste dans le cadre d'un monde bipolaire, entre le capitalisme et le communisme. La troisième voie, celle des pays dits non alignés (la Chine, l'Inde, la Yougoslavie, l'Indonésie, etc.), ne se manifeste que brièvement et va disparaître dans les profondes mutations du milieu des années 70. Au nombre de ces mutations, on compte d'abord l'apparition, dès 1973 avec la crise pétrolière, d'une profonde récession économique mondiale qui va marquer le glas de l'expansion sans limites des années 60. La production a atteint un niveau tel que les possibilités d'investissement suffisamment rentables n'existent quasiment plus. Ce qui provoque l'arrêt de la croissance. L'inflation est de moins en moins bien maîtrisée, les déséquilibres mondiaux s'accroissent et l'endettement prend des proportions catastrophiques. Ensuite, on note une sensibilité écologique nouvelle, liée à la découverte, dans le grand public, des atteintes au milieu naturel engendrées par la croissance non contrôlée. À cette époque se marquent de manière de plus en plus évidente l'influence accrue, bientôt omniprésente des médias audiovisuels (radio, bien sûr, mais surtout

télévision) ainsi que la transition accélérée d'un monde industriel centré sur la mécanique vers le monde de l'informatique, transition qui aura des conséquences immenses sur les structures de l'industrie et la mentalité des travailleurs. Enfin, au plan politique et social, on ne peut passer sous silence la déstabilisation du bloc communiste, qui se transforme dans les années 80 en une déroute profonde (démantèlement du mur de Berlin en 1989) et introduit une nouvelle redistribution des cartes, mettant un point final à la partition des influences géopolitiques issues des grands conflits du XX^e siècle.

À mon sens, le XX^e siècle se termine en quelque sorte dans les années 73-74...

1956: l'année des premières grandes interrogations

Cependant, à l'intérieur de cette périodisation, des dates-clés augurent des mutations à venir.

En 1956, la France est en pleine guerre d'Algérie depuis 1954, année où les Français ont subi l'humiliante défaite de Dien Bien Phu au Vietnam et se sont retirés d'Indochine au profit des Américains. En 1956, le Soudan, le Maroc et la Tunisie accèdent à l'indépendance ; et surtout, en Egypte, le colonel Nasser, au pouvoir depuis 1954, bloque le canal de Suez et le nationalise. Aussitôt, les Israéliens envahissent le Sinaï tandis que les troupes anglo-françaises sont parachutées sur Suez ; elles doivent bientôt se retirer sur pression américaine. C'est à la fois une nouvelle marque de la faiblesse de l'Europe face aux Etats-Unis et la fin symbolique de la politique coloniale de la canonniers.

À peine les Européens ont-ils commencé à assimiler cette nouvelle donne qu'éclate, d'abord en Pologne, puis en Hongrie, la révolte contre le régime communiste. Si la révolte est écrasée par les chars russes, il n'empêche qu'elle ouvre une première fissure dans le système stalinien et stimule une vive discussion au sein de la gauche. Cela d'autant plus qu'au début de cette même année 1956, Krouchtchev a lancé son fameux rapport où il fait un bilan critique de la période de Staline. Au moment même où se dessine sa politique d'ouverture, voilà qu'il fait donner l'armée contre les travailleurs des nations satellites, une preuve de l'étroite marge de manœuvre dont dispose le courant moderniste dans le système soviétique. On en aura une nouvelle preuve plus tard, lorsque s'écrouleront comme un jeu de cartes les projets réformistes de Gorbatchev, au début des années 90.

1956-1964 : les premiers signes de re-politisation

Mais revenons à 1956. Décidément, tout le paysage politique bascule ; le tiers-monde affirme de plus en plus sa volonté d'autonomie (depuis 1955, le bloc des

non-alignés s'est constitué) et le monde communiste est secoué par une crise majeure, tandis que l'Europe semble sous la tutelle américaine et doit définitivement renoncer à son rêve de politique coloniale. Cette crise de l'identité européenne, la montée de l'anticolonialisme et la mise en cause du modèle communiste suscitent un débat qui va aller s'approfondissant.

C'est autour de la question de l'armement atomique que se constitue en Suisse une première mobilisation populaire dans l'après-guerre. Vers la fin des années 50, les cercles militaires sont favorables à un armement atomique de la Suisse. En 1958, un comité d'initiative se constitue pour réclamer l'interdiction constitutionnelle de l'arme atomique. La revue *Contacts*, issue de milieux de la gauche popiste et socialiste qui avaient protesté contre la condamnation du professeur André Bonnard en 1954, mène campagne en Suisse romande. C'est à ce moment que sont lancées les grandes marches pacifistes de Pâques, qui se poursuivront plus tard sur le thème de la menace nucléaire en général. La votation de la première initiative contre l'armement atomique de la Suisse, en 1962, donne en Suisse romande et au Tessin une majorité aux opposants à l'arme nucléaire, alors qu'au niveau national, l'initiative est rejetée par une majorité de 65%. Cependant, dans les années qui suivent, le Conseil fédéral va, de fait, appliquer la politique de renoncement à cet armement en signant, en 1969, le Traité de non-prolifération des armes atomiques.

Cette campagne politique et l'organisation des marches de Pâques constituent le creuset de la nouvelle gauche helvétique. Personnellement, j'y ai fait la connaissance de pacifistes convaincus comme l'instituteur biennois Arthur Villard, de dirigeants socialistes « historiques » comme Jules Humbert-Droz ou de militants de la mouvance communiste, en l'occurrence des exclus du POP pour « nicolisme », Michel Buenzod, rédacteur de *Contacts*, et le médecin Robert Dreyfuss. Un milieu très actif, composé de brillants intellectuels rompus aussi à l'organisation de campagnes de masse. Cette première campagne va se prolonger par la résurgence d'un courant pacifiste où les objecteurs de conscience jouent un rôle moteur. C'est un mouvement de jeunes, non violent, qui va aller se renforçant, touchant particulièrement les milieux chrétiens et mettant en cause la logique de l'armée.

L'autre facteur de re-politisation, c'est évidemment la question de la décolonisation. La guerre d'Algérie, entre 1958 et 1962, va mobiliser nombre de jeunes, étudiants, intellectuels, membres du POP qui entrent en contact avec des étudiants algériens de passage en Suisse. La polémique enflammée qui déchire la France au sujet de l'Algérie est suivie avec passion ici. On lit *Témoignage chrétien*, *L'Express*, *le Nouvel Observateur*, *Les Temps Modernes* et *Esprit*. On

admire les prises de position de Sartre et Beauvoir et d'autres intellectuels français. Bientôt, la Suisse romande devenant un lieu de repli pour les militants du Front de libération nationale (FLN) algérien pourchassés en France, une imprimerie clandestine se met à travailler pour le FLN (aux éditions La Cité à Lausanne, sous le bâtiment du Métropole, chez l'éditeur Nils Andersson) ; de jeunes Romands se muent en transporteurs clandestins de *El Moudjahid*, le périodique du FLN pour la France. À travers ces contacts avec les Algériens nationalistes, c'est tout le tiers-monde en lutte qui s'ouvre aux Romands avec en arrière-fond la transformation des colonies françaises en républiques, au sein de la Communauté française (1958) : partisans de Sékou Touré en Guinée, cadres mozambicains ou angolais en lutte contre le colonialisme portugais³ nouent des amitiés et des contacts à Genève et à Lausanne ainsi que dans les milieux catholiques de gauche de Fribourg.

Dès 1957, la campagne pour les droits civiques des Noirs américains (Martin Luther King) mobilise aussi les esprits : on découvre une réalité américaine souvent ignorée, tandis qu'en avril 1958, un autre pays du continent américain focalise l'attention : Cuba, où la guérilla castriste se généralise. À cette époque, le POP (PdT vaudois) reste en retrait par rapport aux contacts avec les Algériens. Lorsque Jean Mayerat, un jeune postier yverdonnois membre du POP, se voit arrêté puis condamné à la prison en France pour avoir introduit clandestinement des exemplaires de *El Moudjahid* en Franche-Comté, le parti ne le soutient que mollement. Il n'y a pas ici d'organe de presse qui s'ouvre largement aux grands débats que suscite la guerre d'Algérie, avec ses réfractaires, ses insoumis qui débarquent souvent en Suisse. C'est donc à travers la presse française, *Le Monde* et les hebdomadaires déjà cités, que nous vivions ces événements. Cependant, les éditions La Cité de Nils Andersson se lancent alors dans la publication de textes anticolonialistes souvent interdits en France, comme *La Question* d'Henri Alleg. La présence sur notre sol de nombreux militants anticolonialistes refoulés par divers gouvernements européens provoque un bouillonnement intellectuel et organisationnel souterrain. Une revue anticolonialiste dont le graphisme d'avant-garde et le contenu étaient concoctés dans l'atelier culliéran de Nicolas Suba, *African Revolution*⁴, voit même le jour en 1963, avec l'ambition d'une diffusion sur le pourtour de la Méditerranée. Elle était, je crois, soutenue par l'éditeur français François Maspero. Elle sombra après quelques numéros.

3. Rappelons que Jonas Savimbi, le leader de l'UNITA angolaise, a étudié à l'Université de Lausanne, qu'il fraya avec les militants locaux du POP.

4. Devenu *Africa, Latin America, Asia Revolution*. Six numéros seulement ont parus.

Nos premiers contacts avec la gauche française s'étaient noués dès 1957, alors que nous étions à l'Université. C'était la grande époque, en France, du syndicalisme étudiant autour de l'UNEF. Ici, à l'initiative d'un groupe d'étudiants membres du POP, des leaders de l'UNEF furent invités et bientôt un manifeste pour un syndicalisme étudiant au sein de l'Union nationale des étudiants de Suisse (UNES) est rédigé (*Manifeste de Grenet*, du nom du lieu-dit au-dessus de Grandvaux où il fut discuté). À l'Université de Lausanne, un Mouvement démocratique des étudiants (MDE) se lance autour de ces questions syndicales, mais aussi de la solidarité avec les Algériens en lutte et de l'anticolonialisme en général⁵. Ce fut un lieu d'intense politisation, d'interminables débats sur toutes les questions déjà abordées, mais aussi sur une question qui surgissait depuis peu et qui nous troublait beaucoup : la querelle sino-soviétique surgie à la fin des années 50. Comment les deux phares du communisme pouvaient-ils en venir à s'opposer pareillement? Pourquoi les Soviétiques avaient-ils retiré brusquement leurs techniciens? Où était la vérité ?

Au travers de cette interrogation, c'est le modèle communiste qui se vit peu à peu questionner. Les interrogations étaient nombreuses : pourquoi le PCF et le PDT restaient-ils si « prudents » face à la lutte des Algériens ? Que pensaient les dirigeants de ces partis du rapport Krouchtchev, quelles conclusions en tiraient-ils ? Le mouvement ouvrier suisse, la situation des salaires et des conditions de travail ne nous occupaient pas beaucoup. Le monde ouvrier vivait sans lutte sous l'égide de la paix du travail; la croissance faisait affluer la main-d'œuvre étrangère à vil prix, mais rares étaient ceux parmi nous qui sentaient monter la vague de xénophobie. Notre attention était tout entière absorbée par les questions de solidarité internationale, dans un grand élan moral de fraternité et de liberté. D'ailleurs, nombre d'entre nous partent alors en Afrique ; de jeunes architectes et des enseignants frais émoulus de l'Université, dont j'étais, débarquent dans la Guinée de Sékou Touré, qui avait refusé l'intégration dans la Communauté française et où nous avons l'impression de rejoindre l'Histoire. J'y restai deux ans comme enseignant de français et de littérature négro-africaine.

Cependant, parallèlement, en Suisse alémanique, la jeune génération découvrait les pensées originales et critiques de Friedrich Dürrenmatt et de Max Frisch. Plus qu'en Suisse romande, la politisation passait alors par le questionnement de l'identité suisse. En 1964, Max Imboden publiait son *Helvetisches Malaise*. En 1966, Luc Boltanski publiait aux Editions de Minuit à Paris *Le Bonheur suisse*. Il ne s'était en effet pas trouvé d'éditeur ni de structure univer-

5. Voir la contribution de Pierre Jeanneret dans ce numéro.

sitaire en Suisse pour porter ce travail d'enquête sociologique sur les Suisses mené par une équipe autour de Charles Apothéloz en vue de la création de la Voie suisse de l'Exposition nationale de 1964... Cette dernière – aussi peu critique qu'elle ait été⁶ – fut l'occasion de porter avec quelque recul un regard sur le pays. La fameuse « Machine à Tinguely » qui y figurait symbolise à posteriori la modernité en même temps que le malaise qui marquent ce temps.

Plusieurs des acteurs étudiants du MDE et de la solidarité anticoloniale décident après leurs études de rejoindre le POP, un peu par défaut d'autre chose : le Parti socialiste leur semble complètement englué dans une politique de collaboration, du fait que, depuis 1959, deux socialistes siègent au Conseil fédéral. De plus, le PS ne marque aucune préoccupation internationaliste. Le POP apparaît finalement comme la seule force d'opposition organisée⁷. D'autres militants de l'époque, comme Yvette Jaggi, choisissent une autre voie, celle de l'organisation des consommateurs, prélude à un phénomène qui prendra de l'ampleur après 1968.

Deux livres vont assez rapidement focaliser notre attention et nous obliger à une réflexion plus profonde sur le modèle communiste et l'évolution de la société occidentale contemporaine ; je veux parler des deux ouvrages d'André Gorz, *Le Traître* (Paris, Le Seuil, 1958, préface de Jean-Paul Sartre) et surtout *La Morale de l'Histoire* (Le Seuil, 1959). Dans ce dernier ouvrage, Gorz – que les plus âgés d'entre nous avaient connu pendant ses années lausannoises, alors qu'émigré de Pologne, il débarquait en Occident – part précisément des événements de 1956 pour entreprendre une illustration nouvelle de l'aliénation de l'homme dans une société qu'il a de plus en plus de peine à maîtriser. Réactualisant ce thème central de la pensée du jeune Marx, il se livre à une critique très concrète de la société capitaliste en traquant l'aliénation dans la condition de la femme, dans le travail à la chaîne, dans la circulation automobile, la publicité et l'invasion médiatique, etc. Il définit, pour l'intellectuel critique, la nécessité de passer de la critique pure à la pratique, en se solidarisant avec le prolétariat, la classe révolutionnaire par essence, selon la définition de Marx. Une invite que certains n'allaient pas tarder à suivre... Chemin faisant, Gorz nous faisait découvrir les analyses percutantes des nouveaux sociologues américains comme David Riesman et C. Wright Mills (*White Collar*). Et il débouchait au cœur du problème le plus brûlant : l'URSS et

6. Le Conseil fédéral exerça maintes pressions sur l'équipe de sociologues qui voulaient utiliser la Voie suisse de l'Exposition nationale et le jeu électronique de Gulliver pour dresser une radiographie du peuple suisse.

7. Il a cependant lui aussi connu vers 1950 un débat assez vif dans sa section neuchâteloise, qui avait abouti à une scission et à la fondation éphémère d'une « Nouvelle Gauche » (à laquelle participèrent plusieurs intellectuels, dont l'écrivain Yves Velan).

les pays communistes sont-ils encore porteurs de l'espoir révolutionnaire ? « Notre exigence d'universalité humaine, écrivait-il, se reconnaît toujours dans l'exigence communiste [qu'il définit comme une vision profondément humaniste], mais elle ne se reconnaît pas toujours dans la praxis des sociétés postrévolutionnaires. » Puis il développait la tragédie du marxisme en URSS sous le stalinisme, où l'entreprise de désaliénation – pour reprendre ses termes – a finalement produit ses propres aliénations. Mais Gorz plaçait un grand espoir dans les germes de déstalinisation apparus depuis la mort de Staline, les germes de ce qu'il appelle « un socialisme authentique ». Cette analyse de Gorz fut un véritable stimulant pour les jeunes néo-marxistes que nous étions, encore le plus souvent peu familiarisés avec les théories de Marx.

Ces années 1957-1960 se caractérisent par une magnifique boulimie intellectuelle ! Nous lisons Marx, Rosa Luxemburg et Engels, Gramsci, Barthes... Édouard Dolléans, puis Wolfgang Abendroth nous initient à l'histoire du mouvement ouvrier en Europe. Henri Lefebvre nous livre une lecture éclairante de Marx en même temps qu'une analyse très fine du quotidien capitaliste. Jean Chesnaux nous amène à connaître les vicissitudes des luttes anticoloniales en Chine et en Indochine. Tout nous passionne ; nous avons l'impression de trouver enfin, chez ces auteurs, des clés pour comprendre le monde.

Dans le POP, nos interrogations ou nos nouvelles certitudes rencontrent l'hostilité et la suspicion: trop souvent, nous agissons des références qui sentent le soufre aux yeux des dirigeants : Victor Serge, Georg Lukacs, André Rosmer... À nos questions, ces dirigeants n'offrent le plus souvent comme réponse que leur fidélité embarrassée à l'Union soviétique qui a payé d'une énorme dette de sang la lutte contre le nazisme. Je me rappelle que ce fut l'essentiel de l'exhortation d'Armand Forel au Congrès de Prilly en 1969⁸. Edgar Woog, le secrétaire central du PdT, un ancien cadre de la Troisième Internationale, tenta de nous rassurer – je crois que c'était après les événements de Hongrie : « Le temps arrangera les choses », promettait-il pitoyablement. Le rapport Krouchtchev, tardivement porté à la connaissance des militants, ne fait pas l'objet d'une analyse sérieuse de la part de la direction. On l'entérine et on passe à l'ordre du jour : cotisations, tracts à distribuer, élections cantonales, etc.

Dans notre soif de savoir, notre aspiration à trouver un outil d'intervention, nous – quelques militants lausannois, dont Pierre et Marie-Paule Rieben, Raymond Berthoud, Gérald Mury et moi-même – décidâmes de nous regrouper en un petit cercle d'étude en dehors des structures officielles du parti. Nous lisions

8. Voir plus bas.

et cherchions à comprendre en commun une analyse difficile, mais que nous trouvions très pertinente, du capitalisme de notre temps : le *Traité d'économie marxiste* d'Ernest Mandel, paru chez Julliard en 1962. C'était devenu notre livre de référence. Sans le savoir, nous avons ainsi pris notre premier contact avec le trotskisme, dont nous ignorions alors jusqu'au nom ! L'un des aspects fascinants de cet ouvrage était, à notre avis, la critique radicale et éclairante que l'auteur faisait de la dégénérescence totalitaire du communisme sous Staline. Il montrait les racines de cette évolution dans la disparition de la classe ouvrière russe lors de la guerre civile de 1919-1921 et soulignait que la décision prise par Staline de construire le socialisme « dans un seul pays », en l'absence d'un relais attendu du côté du prolétariat allemand, était à l'origine de cette dégénérescence. Il ne voyait un renouveau du communisme soviétique possible qu'au travers de la renaissance des conseils ouvriers (les soviets), garants d'une démocratie socialiste. Pour cela, il appelait en URSS à une « révolution politique ». Cette analyse, qui préservait l'espoir suscité par la révolution d'Octobre, mais qui expliquait l'effroyable caricature qui en était issue, tout en offrant une perspective de renouveau, nous semblait lumineuse.

Ce travail d'analyse, nous commençons aussi à l'appliquer à la réalité suisse. Fraîchement engagés dans la vie professionnelle, ceux d'entre nous qui étaient architectes, médecins, postiers, enseignants, etc. sentaient le besoin de faire le point. Une grande insatisfaction se faisait jour. Le fossé entre ce que l'on apprenait à l'Université et tout ce à quoi on rêvait était béant : les architectes avaient le sentiment qu'on faisait d'eux de purs bétonneurs ; les enseignants sentaient leur enseignement déphasé par rapport à une société en mutation ; de jeunes ouvriers s'étonnaient de l'absence des syndicats sur leur lieu de travail ; un fossé apparaissait même entre les ouvriers italiens et espagnols – combattifs, mais pas ou mal encadrés – et des syndicats, refuges d'un prolétariat suisse âgé, acquis à une politique de compromis avec le patronat. Au sein du POP, nous nous étonnions de l'absence de liens entre le parti et les communistes italiens ou espagnols travaillant ici. C'était plutôt la méfiance qui régnait, constatons-nous ; ici et là, des notes xénophobes se faisaient même entendre dans des assemblées de base.

Car la société changeait de plus en plus profondément. Sous la poussée des sciences (transistor, laser, premiers satellites russes et américains en 1957-58, développement de la télévision, découverte de la pilule contraceptive en 1960, etc.), mais aussi de la prospérité et des modes (jazz, les Beatles), une société plus permissive s'éveillait; on croyait tout possible. La lune n'était-elle pas à portée de main ? En 1959, on découvrait les premières photos de la face cachée de cet astre. Un événement !

1968-1969 : l'explosion

Le changement vint d'abord de l'Est.

En mars 1968, et jusqu'en août, la population tchécoslovaque se soulève contre le régime. C'est le « Printemps de Prague ». Dubcek, nouveau secrétaire du Parti communiste, promet « un socialisme à visage humain ». Il entreprend aussitôt de profondes réformes. Le soutien et l'espoir populaires sont énormes, non seulement en Tchécoslovaquie, mais dans tous les pays du bloc communiste et en Occident. Une vague de sympathie déferle dans le monde. Mais en août les troupes du Pacte de Varsovie interviennent et imposent ce qu'on a appelé par dérision la « normalisation ». Il n'empêche : ce coup de boutoir a une fois de plus ébranlé le système stalinien. Il faudra cependant attendre encore vingt-et-un ans (1989, chute du mur de Berlin) avant que ne s'écroule tout le système communiste poststalinien.

Le Printemps de Prague a aussi une influence dans la jeunesse occidentale. Il donne en effet l'espoir que le socialisme démocratique a encore un avenir. Les jeunes se sentent solidaires de leurs congénères qui narguent les chars soviétiques. C'est une des racines de l'explosion de la jeunesse française en mai 1968, qui s'explique aussi par la maturation des facteurs précédemment cités. Le facteur déclenchant fut l'agitation menée par le Mouvement du 22 mars, dont le leader était Daniel Cohn-Bendit, qui remettait violemment en question les structures de l'Université. Les étudiants occupèrent les sites universitaires. En réponse, le gouvernement ferma Nanterre, puis la Sorbonne, et tenta l'évacuation par la force des occupants. Mais les ouvriers se mirent aussi en mouvement avec leurs propres revendications. La grève générale s'instaura. D'où une crise gouvernementale majeure, la dissolution de l'Assemblée nationale et le replâtrage de la Cinquième République. Assuré du soutien de l'Armée, le général de Gaulle réussit à maîtriser la situation dès juin, tout en renforçant son propre pouvoir. Le calme était rétabli, mais le malaise subsistait, profond.

Partout en Europe, la jeunesse suivait avec passion ces événements et se mettait aussi en mouvement. Dès janvier 1969, l'agitation gagnait les universités espagnoles. L'état d'exception était proclamé dans tout le pays par Franco. En même temps, le problème basque devenait un foyer de lutte armée de plus en plus violent, tandis qu'en Irlande du Nord, les affrontements entre catholiques et protestants entraînaient l'intervention de l'armée anglaise. En RFA et en Italie, puis aux Pays-Bas, la jeunesse universitaire se lançait aussi dans la contestation. En Italie, le mouvement ouvrier prenait le relais dans de grandes grèves qui paralysèrent tout le pays.

En Suisse, la contestation contre l'ordre social gagna les universités. Occupations, *sit-in*, manifestations de rue, assemblées libres mobilisèrent des milliers d'étudiants réclamant la modification des structures de l'enseignement universitaire, un droit de regard des étudiants dans l'organisation de l'enseignement, voire sur le choix des enseignants.

L'assassinat de Martin Luther King en avril 68 vint encore nourrir la vague de solidarité internationale qui se fait alors jour. Le mouvement jeune est en effet ouvert au monde et aux luttes de libération qui s'y déroulent. Un mouvement de solidarité se marquait déjà depuis quelques années en faveur de la lutte de libération nationale des peuples indochinois. Il gagne alors en ampleur, tandis que la victoire de Salvador Allende au Chili en septembre 1970 relance un autre axe de cette solidarité : le soutien des révolutionnaires et de la gauche sud-américaine.

En Suisse comme ailleurs, le mouvement jeune va générer à plus long terme deux courants : un courant dit « spontanéiste », très marqué par les nouvelles théories de psychologie sociale (Marcuse par exemple) et qui met en cause la répression des instincts autant que les institutions que sont le mariage, la famille, etc. Ce courant questionne aussi la place traditionnelle de la femme et ouvre la voie à un nouveau féminisme. Cette révolte antiautoritaire débouche souvent sur la naissance de communautés alternatives (de vie ou même de travail en commun). La crise des valeurs engendrées par la croissance sans frein (consommérisme débridé, vague de matérialisme) débouche sur une culture alternative, qui explore de nouvelles formes de vie et d'expression. Ce mouvement est l'antithèse d'une autre réaction aux interrogations du moment : la tendance passéiste, de repli national symbolisé par le mouvement xénophobe.

L'autre courant, plus politique, cherche dans l'analyse marxiste renouvelée une alternative aux organisations politiques et syndicales jugées sclérosées. Une partie de ce courant va tenter de réformer le Parti du Travail. Ce qui se révélera un échec, d'où la création d'organisations concurrentes d'obédience trotskiste ou maoïste. Le Parti socialiste n'échappe pas au vent de critique et aux volontés de rénovation, mais c'est davantage à sa périphérie que se constituent des groupes de réflexion et d'action sur la question syndicale, sur les problèmes du tiers-monde, sur la démocratisation du capital, par exemple.

Une autre frange du mouvement, plus marginale, souvent issue de la majorité précitée, dérivera vers l'action directe d'essence anarchiste, et même vers le terrorisme.

Tous ces courants s'influencent mutuellement, malgré le sectarisme qui les caractérise souvent. Ils polémiquent, concluent parfois des alliances ponctuelles et occupent largement la scène politique ouverte des années 70 et même 80 ; en

revanche, ils sont peu présents dans les élections politiques, à quelque niveau que ce soit, à l'exception du PÖCH et – du moins au plan des intentions – de la LMR.

1970 : crise de la gauche traditionnelle et des syndicats face aux travailleurs étrangers et à l'offensive patronale

Le Parti socialiste paraît alors complètement englué dans une politique de participation gouvernementale qui le rend étranger aux revendications nouvelles. Certes, des voix s'élèvent à l'intérieur du parti pour qu'il abandonne ou tempère sa politique de participation aux exécutifs. Certaines sections s'ouvrent aux préoccupations tiers-mondistes, voire pacifistes. Tardivement, en 1980, apparaît au sein du parti vaudois un « Groupe d'Yverdon » qui mène la contestation. Mais, dans l'ensemble, le PSS apparaît aux militants des mouvements issus de Mai 68 comme un repoussoir, le vecteur de l'intégration dans le système. Cependant, des contacts se noueront avec certaines sections du parti, dans des régions où le socialisme lui-même apparaît encore comme une forme d'extrémisme, en Valais et en Suisse centrale ou au Tessin, où la nouvelle gauche – Partito socialista autonomo – sort précisément en large partie du parti socialiste.

Le mouvement syndical participe de la même évolution : au travers de la politique de paix du travail (1937 dans la métallurgie), des syndicats comme la FOMH, la FCTA ou la FST semblent avoir abandonné toute velléité de revendications et se cantonnent sur un terrain de compromis avec le patronat. Tant que l'expansion permet un partage assez acceptable des miettes de la prospérité, le système fonctionne. En revanche, avec les premiers signes de crise économique, vers 1970, la politique du compromis passe de plus en plus pour une politique de compromission, d'abandon des intérêts directs des salariés.

Par ailleurs, la venue massive de travailleurs étrangers sous-payés et cyniquement exploités sur le lieu de travail comme dans leur vie quotidienne (scandales des dortoirs, des couples et des familles séparées, permis A) confronte certains syndicats aux revendications des étrangers, mais aussi à la xénophobie de nombreux salariés suisses. Certains syndicats chrétiens sont les premiers à réagir, en tentant d'organiser les salariés étrangers et de prendre en compte leurs revendications (création de la Confédération romande du Travail dans les années 70). L'extrême gauche tente de remplir ce vide en cherchant la liaison avec les travailleurs immigrés et en soutenant divers mouvements de résistance sauvages qui se font jour dès les années 70 dans le bâtiment. Symboliquement, les Premier Mai des années 70 sont l'occasion de vives polémiques, par banderoles et micro interposés, entre l'extrême gauche et ceux qu'elle dénomme les « bonzes syndicaux ». En 1970, à Lausanne, l'extrême gauche regroupée autour des

revendications de « 40 heures pour tous » et de l'abolition du statut de saisonnier réussit même à s'emparer du Premier Mai... Comme on le verra plus loin, avec la crise économique, les affrontements vont se faire plus durs, des grèves vont surgir, où l'extrême gauche jouera un rôle non négligeable, forçant les syndicats à opérer un tournant vers une attitude plus décidée.

C'est au premier chef le Parti du Travail (dans le canton de Vaud, le POP) qui est au centre des polémiques menées par la nouvelle mouvance de gauche. Parti d'opposition par excellence, parti lié au mouvement communiste international, parti prolétarien, il est le porteur des espoirs révolutionnaires. Or la nouvelle gauche en gestation est fascinée par la révolution ; elle y voit l'affirmation de la volonté dans l'histoire ; comme dit François Furet⁹, la révolution est « l'invention de l'homme par lui-même, figure par excellence de l'autonomie de l'individu démocratique ». Fascination de caractère romantique peut-être, mais cette nouvelle gauche découvre aussi chez Marx, Lénine, Trotski, Mao tsé toungh, et dans la grande lignée des marxistes du début du XX^e siècle, des outils pour comprendre scientifiquement le monde.

Malheureusement, elle ne trouve dans le PdT ni le souffle révolutionnaire, ni l'analyse scientifique. Essentiellement centré sur une politique de dénonciation des abus du régime capitaliste et de conquête de sièges dans les Parlements, le PdT ne jouit d'aucune implantation sérieuse dans la classe ouvrière. Il y recrute certes une bonne part de ses militants – vieillissés à l'époque – et de ses électeurs, mais il n'a que peu de contacts avec les immigrés et ne cherche nullement à toucher les salariés sur leur lieu de travail. Après la vague de succès électoraux des années 45 qui le porta dans plusieurs exécutifs et lui donna une représentation parlementaire importante dans quelques villes ou quelques cantons (Genève, Vaud, Lausanne, Neuchâtel, Bâle, Zurich), le parti n'a cessé de s'étioiler. L'intervention soviétique en Hongrie de 1956 lui porta un coup important ; nombre de militants quittèrent le parti ou cessèrent d'être actifs. L'effervescence critique des années 65-68 le laisse désemparé : à la fois, il aimerait enrôler ces jeunes intellectuels en révolte, à la fois il s'en méfie comme de la peste. Il n'est pas préparé à répondre à leurs nombreuses interrogations sur le stalinisme, sur le rapport Krouchtchev ou sur la querelle sino-soviétique. Alors que la critique de la bureaucratie soviétique, des camps de travail, bientôt de la répression psychiatrique en URSS est menée par cette nouvelle gauche à la recherche d'un nouveau modèle socialiste, le PdT s'accroche à quelques certitudes, qui s'avèrent de plus en plus minces au fur et à mesure des révélations venant de l'Est.

9. *Le passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XX^e siècle.* Paris, 1995.

À cela s'ajoute une rigidité dans le fonctionnement qui l'empêche de s'ouvrir vraiment au débat. La vieille interdiction de former des tendances au sein des partis communistes brise rapidement les tentatives de regroupement de militants critiques à Lausanne (« Tendance de gauche », puis « Réunion spéciale », RS), à Genève et à Zurich. Le 14 septembre 1969, lors de son congrès de Prilly, le POP vaudois exclut cinq membres dont j'étais, coupables d'avoir construit une tendance fractionnelle au sein du parti. Dans les semaines qui suivent, une vingtaine de militants du POP vaudois ainsi que la presque totalité des Jeunesses communistes rejoignent les exclus. Se posait dès lors à ces orphelins politiques la question de leur devenir.

1969-1980 : l'âge d'or des nouvelles organisations d'extrême gauche

Je suivrai le cas de la Ligue marxiste révolutionnaire (LMR), née à Lausanne en automne 1969, mais d'autres organisations d'extrême gauche naissent ailleurs dans la même période ou à peu près : divers groupes genevois et lausannois qui vont rapidement évoluer vers le maoïsme (Rupture pour le Communisme; devenu Organisation communiste suisse à Lausanne par exemple), le POCH (Progressive Organisationen der Schweiz) à Bâle, qui s'affirme bientôt la principale force à gauche du PS en Suisse alémanique, tout en conservant – chose à noter – une attitude non critique à l'égard de l'URSS, le PSA (Partito socialista autonomo) au Tessin et d'innombrables groupes critiques qui se créent souvent autour d'un problème local (Kritisches Oberwallis dans le Haut-Valais, par exemple, d'où est issu l'ancien président du PSS, Peter Bodenmann).

La LMR se crée sur une critique du PdT et du stalinisme et sur la compréhension léniniste de la nécessité du parti d'avant-garde. Son nom est tout un programme et sa première affiche, à l'occasion des élections au Grand Conseil vaudois de l'automne 1969, creuse immédiatement la différence. Dotée bientôt d'un mensuel qui deviendra bimensuel dès 1971 et compte déjà 9000 abonnés à fin 1970, la LMR va accomplir tout un travail d'extension de son organisation dans toute la Suisse romande (sauf en Valais où elle n'a jamais compté que quelques sympathisants au sein du parti socialiste), puis en Suisse alémanique et au Tessin. Ainsi, au milieu des années 70, l'organisation a construit près d'une douzaine de sections dans toute la Suisse et dans presque toutes les grandes villes, certaines de ces sections comptant de 50 à 150 militants et militantes. En 1975, l'organisation présente des candidats aux élections nationales dans douze cantons. Au niveau national, la LMR peut compter vers 1980 sur quelque 800 à 1000 militants engagés et autant sinon davantage de sympathisants proches. L'organisation s'est en effet dotée de structures d'accueil dans le milieu jeune

(gymnasiens, étudiants et apprentis). Elle anime aussi de nombreux comités de solidarité (Indochine, Amérique du Sud, puis avec les opposants dans les pays de l'Est et des comités de soldats, divers comités unitaires avec des organisations d'immigrés et d'autres groupes suisses. À partir de fin 1971, son organe d'abord mensuel puis bimensuel, *La Brèche*, paraît aussi en allemand (*Die Bresche*), puis en italien (*Rosso* en 1974) et enfin en espagnol (*Rojo*).

L'organisation se construit d'abord sur une intense formation politique, en organisant de nombreuses conférences publiques ou internes, par exemple d'Ernest Mandel, de Daniel Bensaïd, d'Alain Krivine, de Livio Maitan, etc., tous cadres de la IV^e Internationale. Elle organise des cours de théorie marxiste, ouvre une librairie à la Borde, puis à la rue de la Tour à Lausanne et entreprend un gros travail d'édition au travers de la coopérative CEDIPS¹⁰. Elle adhère rapidement à la IV^e Internationale, une organisation qui regroupe au plan mondial certains partisans de Trotski¹¹ et qui exerce une critique acérée de la dégénérescence du socialisme en URSS et dans les pays satellites. Un signe de l'extrême politisation de ces années est la manifestation internationale de rue organisée à Paris en 1971 à l'instigation de la LCR française pour commémorer le centenaire de la Commune de Paris, manifestation qui regroupa près de 35 000 manifestants au cimetière du Père-Lachaise !

L'autre axe de construction est celui de la solidarité internationale : soutien aux peuples d'Indochine en lutte (ce qui n'empêche pas une pointe critique à l'égard des partis communistes de ces pays), soutien aux révolutionnaires latino-américains, au mouvement anti-guerre américain, à la résistance palestinienne, aux mobilisations populaires contre le shah d'Iran, etc. Une campagne d'importance fut celle lancée en soutien des militants anti-franquistes et basques au milieu des années 70, campagne qui créa des liens étroits avec de nombreux militants espagnols issus du PCE ou du PSOE ; sans oublier la solidarité née avec les travailleurs de Lip à Besançon occupant leur usine, qui aboutit à une manifestation internationale de plus de 50 000 personnes, à Besançon en mai 1973.

Au plan suisse, c'est d'abord la mobilisation contre les trois initiatives xénophobes de 1970 à 1974 qui occupe les esprits. À quoi s'ajoute une campagne intense pour les 40 heures sans diminution de salaire en réponse aux premières menaces de licenciements en 1973. Une autre campagne nationale sur le droit à l'avortement marque l'importance accrue des femmes dans la problématique révolutionnaire. Il faut aussi mentionner d'autres questions sociales – abordées

10. Coopérative d'édition et de diffusion de publications sociales, à Lausanne.

11. Le mouvement trotskyste est divisé en plusieurs courants, souvent très sectaires.

par voie de tracts, de brochures, de conférence de presse, voire d'initiatives populaires ou de manifestations de masse dans certains cas : l'assurance-maladie obligatoire, la révision de l'AVS, l'échelle mobile des salaires contre l'inflation, le droit au logement, la participation des salariés à la politique des entreprises (initiative socialiste combattue au nom de l'autonomie de classe, dans la perspective des Conseils ouvriers), enfin la lutte contre les centrales nucléaires à partir de l'occupation du site de Kaiseraugst en 1975. Le terme de mobilisation de masse n'est pas usurpé : il n'est pas rare en effet, à cette époque, de réunir 800 à 2000 personnes sur la Palud à Lausanne pour soutenir une lutte de locataires (Pont des Sauges: lutte contre une augmentation du loyer de 20% en 1971) ou 5000 à 10 000 personnes à Berne, Genève ou Zurich pour une manifestation centrale de solidarité internationale. Comme le souligne le sociologue René Lévy (*Politique en rase-mottes*, Lausanne 1984), cette période se caractérise par la naissance de groupes de citoyens, jeunes et parfois moins jeunes, actifs sur mille questions locales ou générales. Un bon exemple est les « Bürgerinitiativen » nées dans le nord-ouest de la Suisse sur les questions de centrales nucléaires.

D'autres mobilisations touchent plus spécifiquement la jeunesse : ainsi les Comités de soldats qui apparaissent dans le sillage de la manifestation commémorant la fusillade du 9 novembre 1932 à Genève, en 1972, ou les actions de rue menées par le Comité Action Cinéma (CAC) en juin 1971 à Lausanne. Ce qui sensibilise surtout les jeunes, avant même la politisation poussée dont il a été question, c'est le souffle nouveau qui balaye le quotidien. *Le Petit Livre rouge des Ecoliers*, écrit par des Danois et publié par CEDIPS à Lausanne en 1970, connaît un succès fulgurant (plus de 20 000 exemplaires vendus). Il remet en question l'autorité des maîtres et des parents, porte un regard critique sur le contenu de l'enseignement et parle ouvertement du danger de la drogue. Le Mouvement de Libération des Femmes prend naissance dans les gymnases et les universités avant de gagner des cercles d'adultes. Il avance des revendications très radicales pour la défense desquelles les femmes vont se doter, dans plusieurs groupes de gauche, de leurs propres structures, affirmant leur identité et leurs aspirations. Bientôt les homosexuels cherchent également à s'organiser et à lutter contre les discriminations dont ils sont l'objet.

Dans le domaine de la formation de l'opinion publique, des mises en question et des mobilisations se font jour. Ainsi à la TV romande où une émission en direct entre le patron de Nestlé, Arthur Furer, et des étudiants très critiques tourne fort mal pour le PDG et fait crier au complot gauchiste. Il faut dire que Nestlé venait de sortir moralement atteint du procès intenté par le «Groupe de travail Tiers-Monde» à propos de l'alimentation des nourrissons. Au travers des

mobilisations antinucléaires, la question de l'écologie prend peu à peu corps : l'une des premières affaires sera celle de la lutte contre les émissions de fluor par les usines d'aluminium en Valais.

C'est l'âge d'or d'une abondante littérature critique, aussi bien en Suisse romande qu'en Suisse alémanique et au Tessin. Les titres de certaines collections de jeunes et nouveaux éditeurs romands sont significatifs à cet égard : *Le mal suisse* chez Grounauer à Genève, devenu ensuite Editions Adversaires ; *La Suisse en question* à l'Age d'Homme à Lausanne, qui publie en 1975 un petit ouvrage au titre significatif, *La Suisse qu'ils veulent*, regroupant les interviews de responsables de l'économie et de la finance, de syndicalistes, de philosophes, de militaires et d'acteurs de la vie politique, de l'extrême droite à l'extrême gauche. C'est aussi l'époque où Claire et François Masnata (*Le pouvoir suisse. Séduction démocratique et répression suave*. Paris, 1978) inventent le terme de « soft goulag » pour désigner par dérision le poids du consensus helvétique sur les mentalités. « Rasez les montagnes qu'on voie la mer ! » crient les jeunes de l'Opera-Krawall à Zurich en 1980, lors des manifestations pour un centre autonome, symbolisant ainsi leur sentiment d'étouffer dans un cadre contraignant.

Crise d'identité dans un monde qui change à vitesse grand V, crise de l'Etat aussi, à l'Ouest comme à l'Est, engendré par le blocage politique des deux systèmes. Il y a en effet, au milieu des années 70, une « conjoncture idéologique », pour reprendre le terme de Nicos Poulantzas (*La crise de l'Etat*. Paris, PUF, 1976), entre la faillite de l'idéologie dominante capitaliste d'une part et la crise du communisme de l'autre.

Au milieu des années 70 : la tentation terroriste

Nous avons alors l'impression que toutes les coutures craquent, qu'un monde nouveau est à réinventer. Dès lors, il ne faut pas s'étonner que ce qui caractérise souvent les jeunes en mouvement de cette époque soit l'impatience révolutionnaire. Cela explique certaines dérives vers le terrorisme. Nombreux sont les jeunes fascinés par la combativité héroïque des Vietnamiens, des Palestiniens, des Irlandais de l'IRA et des Basques de l'ETA. Le développement de la Révolution culturelle en Chine à partir de 1966 semble justifier, aux yeux de certains, la violence des masses. Les courants anarchistes remettent à l'honneur le vieux thème de la réappropriation individuelle. Des groupes clandestins se constituent pour combattre l'État bourgeois, au sens militaire du terme, dans une sorte de simulacre de guérilla urbaine (Rote Steine à Zurich, Brigades rouges en Italie, Fraction Armée Rouge en RFA, d'autres groupes dissidents du maoïsme en France, dont la Gauche prolétarienne). Une polémique intense traverse la

gauche entre ceux qui ne font confiance qu'à l'action des masses organisées, qui rejettent l'action terroriste comme une action substitutive et désespérée et, d'autre part, les partisans de l'action « exemplaire » censée donner du courage aux opprimés. On en vient même aux mains dans certaines manifestations de rue où les militants de la LMR ou du POCH cherchent à encadrer les manifestants pour éviter le débordement par des groupes armés, bardés de cocktails Molotov et d'autres projectiles. On sait à quelles tragiques extrémités ont conduit ces groupes terroristes de plus en plus isolés dans leur délire militaro-politique.

L'attaque des terroristes palestiniens lors des Jeux olympiques de Munich en septembre 1972 creuse les divergences : si l'on accepte les motivations des combattants, le caractère « juste » de leur lutte, on émet des réserves sur la cible choisie, la frappe aveugle de spectateurs innocents. Il faut dire que le terrorisme se développera en Europe occidentale surtout après le reflux des luttes au début des années 80, comme un signe du désarroi du moment.

Dans l'optique du gouvernement helvétique, il y a alors menace générale des institutions. La montée des manifestations, des revendications et des nouvelles organisations couplée avec ces flambées de terrorisme inquiètent les autorités et les cercles bourgeois. Des groupes bourgeois privés mettent sur pied des fichiers (affaire Cincera) qui vont nourrir les listes noires (interdictions professionnelles). Le procureur de la Confédération Hans Walder lance une enquête contre la LMR (affaire des écoutes illicites en 1973, au congrès d'Epalinges de cette organisation). Rappelons que, parallèlement, le gouvernement français fait dissoudre un temps la LCR en juin 1972. Ici, de nombreux orateurs étrangers sont interdits de parole voire de séjour, au nom de la protection de la neutralité. Un vaste espionnage des citoyens est mis en place, qui ne sera révélé que plus tard, à la fin des années 80. C'est ainsi que j'ai eu l'honneur d'intéresser les sbires fédéraux quasi en permanence de 1960 à 1985 ! Enfin plusieurs tentatives sont faites pour renforcer le contrôle policier au plan fédéral, mais un projet de Police fédérale de sécurité sera finalement repoussé en votation en 1978, lors d'une des ultimes grandes campagnes menées par les organisations de gauche et d'extrême gauche.

1973-1974 : les années du grand chamboulement

1973, c'est l'année de l'éclatement du système monétaire international de Bretton Woods et de la crise pétrolière. Pour la première fois depuis 1945, le monde occidental plonge dans une crise économique qui va vite se révéler structurelle et de longue durée (récession mondiale). L'endettement, le chômage, les atteintes à l'environnement et l'épuisement des ressources naturelles, le fossé croissant Nord-Sud et la hausse du prix des matières premières (pourtant

toujours sous-payées aux pays du Sud...), autant de problèmes qui se posent avec une acuité nouvelle et que le système capitaliste semble incapable de résoudre. La croissance est cassée. La Suisse – dont la dépendance économique à l'égard des marchés étrangers est forte, et qui avait omis de moderniser son appareil de production hérité intact au lendemain de la guerre, en quelque sorte grisée par les profits faciles de la période d'expansion continue – connaît un réveil brutal et l'industrie ne va pas tarder à déplacer à l'étranger certains de ses centres de production, vers des pays où les coûts sont plus favorables, permettant des prix de vente plus attractifs. Le recul du PNB est proportionnellement plus fort en Suisse que dans les autres pays membres de l'OCDE et même plus marqué que lors de la grande crise de 1930. Près de 300 000 postes de travail disparaissent (10% du total, surtout dans le textile et l'horlogerie). Mais le nombre réel de chômeurs enregistrés reste largement inférieur, car les travailleurs immigrés – plus de 200 000 – font les frais de l'affaire, sont licenciés et renvoyés chez eux. De nombreuses femmes mariées, des jeunes et des retraités sont également expulsés du processus de production. Les chômeurs sont donc exportés ou recyclés dans le secteur des travaux non rétribués... À cela s'ajoute le surdimensionnement de la place financière suisse que quelques scandales liés au recyclage de l'argent de la drogue et du crime placent sous une lumière douteuse (1977, la filiale du Crédit suisse à Chiasso accueille des capitaux italiens en fuite).

La réaction des salariés varie alors du plus grand désarroi jusqu'aux actions de grève, voire aux occupations d'usine. En 1971 déjà, les premiers effets de la restructuration mettent en mouvement les salariés de Verntissa (Hispano-Suiza), puis ceux des Charmilles à Genève. En janvier 1976, les usines de Bulova à Bienne, de Leu à Lausanne et l'imprimerie du *Courrier* à Genève sont occupées par les grévistes. En mars débute l'occupation de Matisa à Renens, tandis qu'en août les salariés de Dubied à Couvet se mettent en grève. L'année suivante, tous les typographes genevois sont aussi en grève, bientôt suivis par ceux de Lausanne. Dans la FOMH romande, une tendance combative gagne une certaine influence sous le nom de « Manifeste 77 », précédée d'ailleurs par un « Comité d'action syndicale » (CAS), contrôlé par un groupement maoïste lausannois, Rupture pour le Communisme. Le mouvement de grève va se poursuivre dans l'imprimerie, fortement touchée par la restructuration et où le taux de syndicalisation est élevé (*closed shop*). En 1980 encore, une grève nationale des typos est mise sur pied.

Cependant ces luttes, aussi spectaculaires soient-elles, ne font que retarder les échéances. Le découragement se fait jour ; les plus combatifs, souvent des

ouvriers étrangers, préfèrent rentrer chez eux, où l'économie redémarre. Si bien qu'après 1980, le patronat réussit grosso modo à imposer son plan de restructuration qui passe par de nombreuses suppressions de postes de travail et le déplacement d'une partie de la production à l'étranger.

Les années 1973-1974 sont aussi marquées par d'importants changements au plan international : en 1973, le Watergate coûte sa présidence à Nixon et révèle l'existence de pouvoirs parallèles aux Etats-Unis, tandis que la situation militaire en Indochine aboutit au départ des troupes US en 1975. L'un des derniers pays dictatoriaux d'Europe occidentale, le Portugal, fait sa révolution dite « des Œillets » en 1974 et libère ses dernières colonies. Quelques mois avant, en novembre 1973, un coup d'État de gauche est déclenché en Grèce contre les colonels au pouvoir. En revanche, en septembre 1973, le président Allende est tué et le général Pinochet instaure la dictature au Chili. À l'est, la découverte de *L'Archipel du Goulag* de Soljenitsyne (paru en 1973, en Occident d'ailleurs) élargit la critique démocratique de l'URSS et lui donne en quelque sorte sa légitimité.

Ces deux années sont d'une densité d'événements-clés impressionnante. Les militants courent au feu : des grèves sauvages qu'il faut soutenir et populariser à la solidarité avec les opposants à Pinochet, en passant par la dénonciation du goulag et de la dictature bureaucratique en URSS. Ils ont l'impression d'être au cœur de l'Histoire, d'y figurer comme acteurs privilégiés. En fait, ils sont immergés dans une sorte de contre-société – pour reprendre le terme qu'Annie Kriegel applique au cas des PC d'avant-guerre. Même le coup d'État de droite de Pinochet – qui donne lieu aux plus grosses manifestations de solidarité jamais vues en Suisse – n'est pas vraiment vécu comme un recul décisif. Ce n'est que tardivement que l'on ressent le poids de l'offensive patronale et le retour à une politique plus dure de la part de la droite et du patronat. L'affaiblissement du camp soviétique est vécu comme un immense espoir de voir enfin naître un socialisme démocratique. Personne ne soupçonne la rapidité de la déconfiture du stalinisme, même si quelques voix de Cassandra se font entendre ici ou là. Je pense à André Amalrik (*L'URSS survivra-t-elle en 1984 ?* Paris, 1970) ou à Emmanuel Todd (*La Chute finale. Essai sur la décomposition de la sphère soviétique*. Paris, 1976, ouvrage dont l'idée fut donnée à l'auteur par la découverte de la hausse vertigineuse du taux de mortalité infantile en URSS).

Les années 80 : le reflux

C'est en effet un reflux qui se dessine au début des années 80, reflux de la combativité ouvrière et reflux de la solidarité internationale. Les temps n'ont



Manifestation silencieuse en faveur de la paix au Vietnam et contre les armes atomiques sur la plaine de Plainpalais à Genève, le 13 mai 1965, époque où les Américains étendent leur implication directe dans le conflit.

Centre d'iconographie genevoise. Photographie Mick Desarzens.

plus rien d'enthousiasmant : la mort de Mao en 1976 ouvre une ère d'incertitude en Chine, les tenants de la Révolution culturelle découvrent l'énormité des manipulations maoïstes et tentent d'imposer une très rude politique d'épuration. L'URSS envahit l'Afghanistan pour y soutenir un gouvernement républicain fantoche. Une guerre dévastatrice confronte l'Iran, où un clergé fanatique a pris le pouvoir et l'Irak, sous la botte de Saddam Hussein. Les Vietnamiens envahissent le Cambodge (1979) où l'on découvre les effets de la politique outrancière de Pol Pot, tandis que la Chine attaque le Vietnam. La droite la plus réactionnaire règne à Washington via le président Reagan élu en 1980. En Pologne, le syndicat Solidarité est interdit par une junte militaire communiste (1981-82). Et l'on découvre le virus du sida...

Ce climat politique aboutit à l'affaiblissement, voire à la disparition de plusieurs organisations d'extrême gauche. L'Organisation communiste suisse (OCS), d'obédience maoïste, se saborde en 1980, précédée par le Parti communiste suisse marxiste-léniniste (PCSML), autre avatar du maoïsme ; la LMR (devenue PSO) poursuit ses activités tout au long des années 80, surtout motivée par la solidarité avec les luttes démocratiques à l'Est, mais cherche à rallier les écologistes de gauche et se lance dans la construction d'un front de résistance large (Solidarités), fort loin de la notion de parti révolutionnaire qui avait présidé à sa naissance. Plusieurs militants de ces années folles viennent occuper des places dirigeantes dans les syndicats et les organisations para-syndicales. Pour d'autres, dont j'étais, la fin des années 70 et le débat de la décennie suivante sont l'occasion d'une prise de recul : la construction du parti révolutionnaire semble de plus en plus une opération substitutiste et élitaire ; la démocratie ouvrière tant prônée ne règne pas vraiment dans l'organisation. À cela s'ajoutent la lassitude d'un militantisme épuisant et des divergences, sur l'intervention soviétique en Afghanistan par exemple.

Symboliquement, la démolition du mur de Berlin en 1989 met fin à cette épopée.

Aujourd'hui, quel bilan dresser ?

Il est évident qu'aujourd'hui, malgré le reflux, le repli vers l'individualisme, plusieurs des idées de l'époque sont devenues réalité, dans le mode de vie, les rapports sociaux, les courants de pensée. La rupture du fameux consensus helvétique, la crise d'identité ne sont pas restées lettre morte : la Suisse souffre effectivement d'un déficit d'identité. La crise morale, qu'il faut voir, je crois, comme salutaire, riche de renouveau, n'est pas résolue. De nouvelles préoccupations, comme l'écologie, font aujourd'hui partie du paysage politique.

Les « années 68 » ont donc pressenti et préparé la fin de siècle et le XXI^e qui s'ouvre, mais elles n'ont pas apporté de solutions aux graves fractures apparues. Ouverture vers un monde nouveau, le mouvement de Mai 68 et ses suites est aussi, et d'abord, une réaction positive, généreuse et ouverte aux troubles d'un monde finissant, celui du capitalisme industriel et de l'Europe triomphante, celui aussi de la dernière utopie des Lumières, le mythe communiste. En mettant en avant les droits de l'homme, les manifestants d'alors creusaient la tombe du stalinisme !

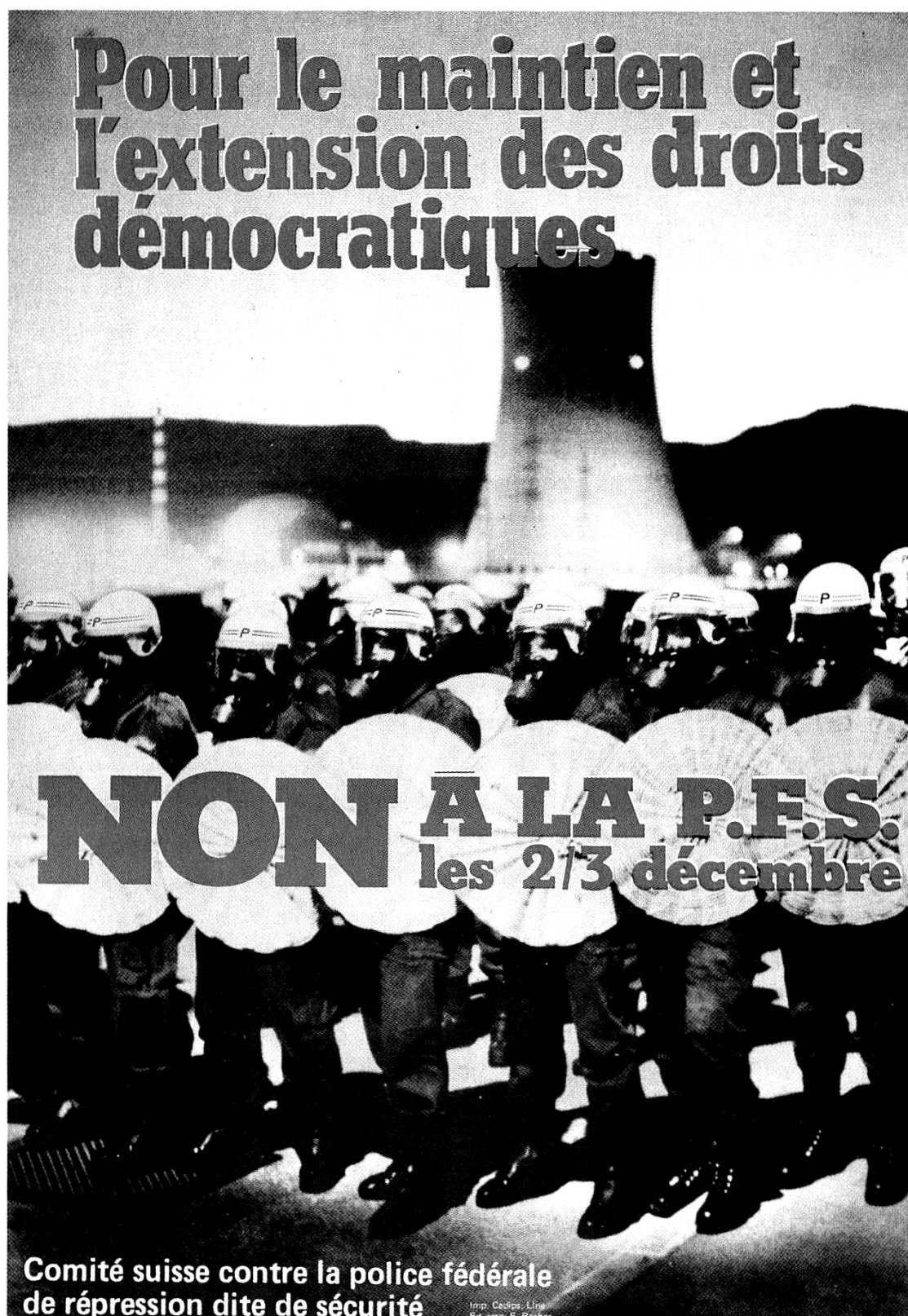
En ce sens, le mouvement de Mai se situe davantage à la fin d'un processus que vraiment à l'origine d'un renouveau, même s'il a su explorer des pratiques nouvelles et pressentir certains changements. En tant qu'expression de la contre-culture, il répondait à la crise des valeurs engendrée par la croissance à tous crins. En cela, il est le pendant de l'autre réponse, réactionnaire, celle du repli, de la xénophobie. Par cette vocation à l'universel, le mouvement des années 60-70 se démarque des mouvements plus tardifs, plus sauvages, des années 80 (« Lôzane bouge », par exemple), qui reflètent surtout la peur de l'avenir et l'absence de tout projet de société.

C'est son mérite et le fruit qu'il laisse mûrir dans les plis cachés de la société.

J'emprunterai ma conclusion à François Furet¹¹ – même si je n'épouse pas toutes ses analyses : « La crise du marxisme-léninisme permet au marxisme tout court de retrouver l'apparence d'un second souffle au prix d'une interprétation éclectique, selon qu'il conduit à la reprise d'un radicalisme révolutionnaire, ou à la revendication plus fréquente d'un individualisme antibourgeois [...] Le mouvement a pour source et pour centre quelque chose de beaucoup plus diffus que le sentiment de classe ou une stratégie internationale: il marque une nouvelle époque politique où la classe ouvrière perd son rôle messianique en même temps que l'Union Soviétique est peu à peu dépossédée de son mythe [...] La tentative épisodique d'une rencontre avec les bataillons ouvriers des usines ne traduit plus que la survivance du passé dans le présent. » Et il continue en formulant ainsi la survie de mai 68: « L'agitation étudiante produit de son côté en quelques années une vaste classe moyenne de gauche, fille de la démocratisation universitaire et des idées de 68. Le legs le plus massif des “événements” [...] est un nouveau progressisme bourgeois, plus vaste que l'ancien et d'esprit différent. »

OLIVIER PAVILLON

11. *Op. cit.*



Affiche dénonçant le rôle répressif que pourra jouer la nouvelle Police fédérale de sécurité lors de manifestations, à l'instar de l'action policière contre les militant-e-s anti-nucléaires. Le projet sera refusé par le peuple en décembre 1978.

Musée historique de Lausanne, Fonds Furtwangler.